



Panafrican farmers' organization
Organisation panafricaine des agriculteurs
المنظمة الإفريقية للفلاحين

**APPEL À L'ACTION DE L'ORGANISATION PANAFRICAIN DES
AGRICULTEURS (PAFO) À L'OCCASION DE LA 5E CONFÉRENCE
MINISTÉRIELLE SUR L'AGRICULTURE DE L'UNION AFRICAINE (UA) ET DE
L'UNION EUROPÉENNE (UE)**

Rome, le 30 juin 2023





INTRODUCTION

L'Organisation panafricaine des agriculteurs (PAFO) est la voix des agriculteurs africains. Elle compte plus de 80 millions d'agriculteurs dans toute l'Afrique, réunis au sein de cinq réseaux régionaux composés de 73 organisations nationales d'agriculteurs dans 48 pays africains. Elle a un pouvoir de rassemblement et la capacité de faciliter le dialogue et la coopération avec diverses institutions continentales et internationales, ainsi qu'avec des partenaires financiers et techniques. La PAFO est reconnue comme un partenaire fiable et représentatif des petits exploitants et des agriculteurs familiaux africains, qui propose des positions communes sur les questions relatives à l'agriculture et au développement rural en Afrique.

La PAFO reconnaît que la croissance démographique et la transformation économique augmentent la pression sur l'écosystème agricole et que le changement climatique continue d'exacerber ces défis. Pour parvenir à une véritable transformation des systèmes alimentaires en Afrique, il est de plus en plus nécessaire d'envisager les systèmes alimentaires différemment, en tenant compte des valeurs réelles et des coûts totaux liés à la culture, à la distribution, à la consommation et au commerce des denrées alimentaires. Cela est essentiel non seulement pour la sécurité alimentaire de la population africaine, mais aussi pour les économies africaines et le développement durable du continent.

La PAFO apprécie en outre le fait que l'innovation technique exigera des gouvernements nationaux qu'ils augmentent leurs investissements dans des programmes qui favoriseront une transformation inclusive, ce qui a été insuffisant jusqu'à présent. La transformation des systèmes alimentaires de l'Afrique nécessitera des politiques coordonnées, des investissements substantiels de la part des gouvernements et du secteur privé afin de renforcer la capacité des systèmes nationaux de recherche, de développement et de vulgarisation agricoles à prendre la tête de la hiérarchisation de la recherche conformément aux priorités nationales, régionales et continentales.

Il reconnaît les progrès qui ont été réalisés grâce aux diverses initiatives et programmes mis en œuvre dans le cadre des différentes déclarations émanant des quatre précédentes éditions des conférences ministérielles de l'agriculture UA-UE, qui ont rappelé l'importance du secteur agricole pour lutter contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et assurer la création d'emplois décents, en particulier pour les jeunes et les femmes dans les zones rurales, et réaffirmé l'engagement à mettre en œuvre l'Agenda 2030 des Nations unies pour le développement durable, l'Agenda 2063 de l'UA, ainsi que l'Accord de Paris.

Elle note également qu'une vague de transformation est en cours dans le secteur agricole et les systèmes alimentaires de l'Afrique, consistant à passer d'une agriculture de subsistance à une agriculture plus commercialisée, plus rentable et de plus en plus dirigée par des petits exploitants et des entrepreneurs. Cette évolution intervient à un moment où les systèmes alimentaires du continent réagissent à l'urbanisation rapide, à l'augmentation des revenus et à l'évolution de la nutrition. Bien que cette transition s'accompagne de son lot de défis, cette dynamique crée de nombreuses nouvelles opportunités de croissance et d'investissement dans les systèmes alimentaires africains.

L'APPEL À L'ACTION.

Sur la base de ce qui précède et du fait que la 5e Conférence ministérielle agricole UA-UE fera le point sur les réalisations de la dernière conférence, le PAFO estime qu'il est temps de lancer un appel à l'action pour la mise en œuvre de programmes et de projets transformateurs qui assureront la réalisation audacieuse des aspirations de l'Union africaine pour la transformation du secteur agricole, comme spécifié dans le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA), qui est l'un des cadres continentaux dans le cadre de l'Agenda 2063 avec l'objectif d'aider les pays africains à éliminer la faim et à réduire la pauvreté en augmentant la croissance économique par le biais d'un développement axé sur l'agriculture.

Le PAFO demande donc que les ministres de l'UA et de l'UE prennent des mesures concrètes lors des délibérations de la 5e conférence ministérielle du 30 juin 2023 dans les domaines suivants :

- **Un partenariat solide entre les organisations d'agriculteurs et les institutions régionales :** Il est nécessaire de renforcer le partenariat entre les organisations d'agriculteurs en Afrique et les institutions internationales et régionales telles que l'Union africaine et l'Union européenne pour le développement du secteur agricole en Afrique. Le PAFO demande donc que des mesures soient prises pour renforcer les capacités des agriculteurs et de leurs organisations afin de leur permettre de plaider en faveur d'un environnement favorable qui facilitera le développement agricole en Afrique en identifiant les possibilités de financement pour les organisations agricoles, en soutenant la restructuration et la professionnalisation des organisations agricoles et en renforçant les capacités des membres à élaborer des projets bancables et durables, ainsi que le dialogue politique autour de la question du financement des exploitations agricoles familiales.
- **Mobilisation des ressources financières nécessaires au développement de l'agriculture :** La transformation de l'agriculture et des systèmes alimentaires en Afrique nécessite la mobilisation de ressources importantes pour répondre aux défis et aux profils de risque. Les besoins de financement direct des petits exploitants agricoles ont été estimés à 33 milliards de dollars par an, dont seulement 4 milliards sont couverts par les institutions financières formelles et les acteurs de la chaîne de valeur, 1 milliard par des sources informelles telles que les coopératives de crédit locales et les prêteurs, et les 26 milliards restants sont couverts par les ressources des agriculteurs et des petites et moyennes entreprises (PME) ou ne le sont pas du tout (BAD, 2013). Malgré certains progrès, les options de financement actuellement disponibles pour l'agriculture dominée par les petits exploitants en Afrique sont limitées. Les prestataires de services financiers doivent surmonter de nombreux défis liés à la faible densité de population, à la taille réduite des transactions, au niveau élevé d'informalité, à l'exposition non atténuée aux risques climatiques et autres risques de production, et aux chaînes de valeur mal intégrées. Par conséquent, nous appelons à une action de l'UA-UE pour soutenir

la création d'une banque africaine de développement agricole dirigée par les organisations paysannes qui se consacrera au financement et à l'investissement dans les chaînes de valeur agricoles en Afrique.

- **Engagement en faveur du financement de l'agriculture en Afrique :** Reconnaisant que l'agriculture est un moteur essentiel pour l'emploi et la croissance économique, les gouvernements africains se sont d'abord engagés formellement à consacrer 10 % de leurs budgets nationaux à l'agriculture dans la Déclaration de Maputo sur l'agriculture et la sécurité alimentaire de 2003. La déclaration de Malabo de 2014 sur la croissance agricole accélérée de l'UA a réitéré cet engagement parmi une série d'autres engagements en faveur de la faim zéro et de l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition sur le continent. En 2021, le troisième examen biennal du PDDAA, qui suit les progrès réalisés par rapport aux engagements de Malabo, a indiqué que seuls quatre États membres de l'UA (le Burundi, la République démocratique du Congo, l'Éthiopie et le Mali) avaient respecté l'engagement de consacrer 10 % de leur budget national à l'agriculture. En moyenne, la plupart des gouvernements africains consacrent moins de 5 % de leur budget annuel à l'agriculture, alors que l'engagement minimum est de 10 % (Union africaine, 2022). De nouveau, en janvier 2023, 34 pays africains et partenaires de développement se sont engagés à verser environ 30 milliards de dollars pour soutenir la sécurité et la souveraineté alimentaires en Afrique par le biais de contrats de livraison de produits alimentaires et agricoles conclus lors du Sommet de Dakar 2 organisé par la BAD et l'UA. Le PAFO demande à la Conférence ministérielle d'élaborer des mesures politiques qui permettront aux gouvernements africains et aux partenaires de développement d'honorer leurs engagements à respecter les pactes pour une sécurité alimentaire durable en Afrique.
- **Adaptation au climat et atténuation de ses effets pour une agriculture résiliente :** La régularité et l'intensité des chocs climatiques en Afrique ont augmenté de façon spectaculaire ces derniers temps, entraînant une concurrence pour les ressources entre les agriculteurs et les éleveurs, ce qui provoque des conflits entre eux. Le PAFO appelle à une action de la Conférence des ministres de l'agriculture de l'UA et de l'UE pour soutenir la mise en place d'un programme panafricain d'action pour le climat en tant qu'instrument de renforcement des capacités pour l'atténuation des effets dévastateurs de la crise climatique - y compris l'insécurité alimentaire - qui doit être au premier plan lors de la planification et de la mise en œuvre des solutions d'adaptation au changement climatique. Il fournira également des informations sur les sources de financement du changement climatique et renforcera les capacités des organisations d'agriculteurs et de leurs membres en matière d'accès au financement climatique. En outre, des progrès urgents sont nécessaires en ce qui concerne l'objectif mondial en matière d'adaptation. Il s'agit notamment d'élaborer des indicateurs, des calendriers et des objectifs permettant de suivre spécifiquement les progrès accomplis dans la réalisation de cet objectif. Ces indicateurs doivent être élaborés en collaboration avec les différentes parties prenantes du secteur agricole, y compris les organisations d'agriculteurs, afin qu'ils soient adaptés à leur objectif et réalistes.
- **Prévenir les effets négatifs des futures crises mondiales sur la sécurité alimentaire de l'Afrique :** Étant donné que la cinquième conférence ministérielle UA-UE sera consacrée à l'évaluation des réalisations de la dernière conférence à la lumière des récents

développements du COVID-19 et de la crise russo-ukrainienne qui a entraîné une crise alimentaire mondiale, le PAFO demande que l'UA et l'UE prennent des mesures concrètes pour veiller à ce que des filets de sécurité adéquats soient mis en place en partenariat avec les organisations d'agriculteurs et leurs membres afin d'atténuer les effets négatifs de ces événements sur les agriculteurs africains et leurs ménages.

- **Soutien à l'agroécologie et aux pratiques agricoles régénératrices par les agriculteurs en Afrique :** L'agroécologie gagne du terrain et est devenue un mouvement susceptible d'aider les agriculteurs africains à sortir des nombreuses crises liées au changement climatique. Le soutien à ce type d'agriculture s'explique par le fait que les politiques à court terme, peu ambitieuses et fragmentées du système industriel actuel marginalisent la majorité des producteurs de denrées alimentaires dans le monde : les petits exploitants agricoles, les peuples autochtones, en particulier ceux qui pratiquent l'agroécologie et expérimentent d'autres solutions novatrices. Leurs voix, leurs droits et leur participation sont loin d'être au centre du processus décisionnel, en particulier au niveau national, régional et continental. Les politiques de soutien et d'investissement dans l'agroécologie et les approches régénératives sont lentes à progresser, et les investissements dans la pratique, les conditions favorables et le soutien à la recherche sont extrêmement faibles par rapport aux besoins. Le PAFO demande donc que des mesures soient prises pour promouvoir l'agroécologie et les approches régénératives afin de garantir une approche systémique axée sur un rôle important des institutions locales, des communautés, des petits exploitants agricoles, des populations autochtones, des femmes et des jeunes, sur la cohérence des politiques et la coordination de la gouvernance, sur la mobilisation de la recherche, ainsi que sur l'investissement et le financement des infrastructures (telles que les routes, les écoles et les marchés). Cet appel à l'action insiste sur la nécessité de créer un environnement propice à la cohérence des politiques, à la coordination de la gouvernance et à l'adoption d'outils et d'approches novateurs.
- **Promotion de la recherche intégrée pour soutenir le développement de l'agriculture en Afrique :** Il existe un consensus croissant sur la nécessité d'une recherche plus intégrée ciblant les systèmes alimentaires, analysant et explorant l'agroécologie, la bioéconomie circulaire, les pratiques régénératives, les régimes alimentaires sains, les moyens de subsistance justes, etc. et les liens entre eux. Le financement de ces priorités de recherche n'est pas suffisant pour permettre la compréhension et le soutien nécessaires à la transformation des systèmes alimentaires en Afrique. Nous appelons donc l'UA-UE à agir en mobilisant les investisseurs publics et privés pour un financement multipartite de la recherche alimentaire et agricole en vue d'innovations dans les pratiques agricoles qui garantiront la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique.





Pan african farmers' organization
Organisation panafricaine des agriculteurs
المنظمة الإفريقية للفلاحين

